

## LA VIE A METZ SOUS L'OCCUPATION NAZIE 1940-1944

Combien il est difficile à une personne de ma génération, de surcroît née en « exil » de parents lorrains expulsés, d'évoquer la vie à Metz et les sentiments de ceux qui y vécurent ces quatre années d'occupation, alors qu'un certain nombre de témoins et d'acteurs sont toujours vivants. On me pardonnera cette folle et audacieuse entreprise sachant qu'il subsiste fort heureusement dans nos Archives plusieurs témoignages écrits (Journaux de guerre, éphémérides, rapports officiels, documents privés, lettres, comptes rendus, etc...). Il nous a été également possible d'interroger directement quelques personnalités demeurées à Metz au cours de cette période douloureuse.

Pour avoir vécu à Metz depuis la Libération, une jeunesse d'immédiat après-guerre, les souvenirs qui sont les nôtres se rattachent encore à la sensibilité de ceux qui ont vécu ces événements.

Nous essayerons dans cet article de faire revivre le quotidien de la population messine à partir de la tragique journée du 17 juin 1940 qui a vu les troupes allemandes entrer dans la ville, en nous appuyant surtout, parmi d'autres documents, sur deux témoignages essentiels : les éphémérides rédigées par M. René Delaunay<sup>(1)</sup>, alors Directeur du Conservatoire, à la demande du maire Gabriel Hocquard et le *Journal* du Docteur Schrod qui fut l'Archiviste de la Ville de Metz de 1940 à 1944<sup>(2)</sup>.

Il s'agit donc du témoignage de deux hommes lettrés qui auraient pu, en d'autres circonstances, se rencontrer et peut-être s'estimer. Mais il est bien évident que chacun relate les événements selon les composantes de sa nationalité.

\*                      \*

\*

Le 17 juin 1940, « journée la plus poignante, la plus douloureuse, la plus tragique que dut subir Metz » écrit Delaunay. En écho Schrod répond dans l'enthousiasme « Metz est à nouveau allemande », donnant toutes les raisons historiques de ce retour au *Reich*.

1) A.M. Metz.

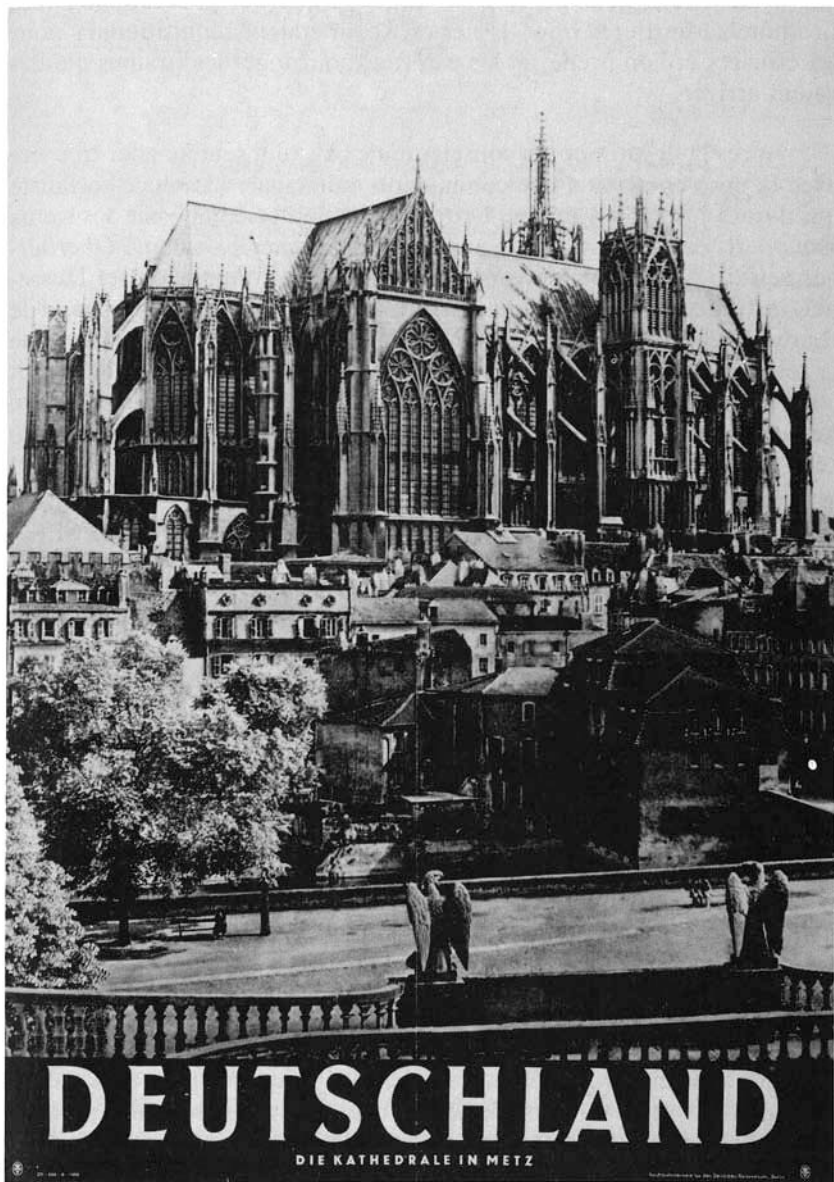
2) A.M. CB 1185. Ce journal (version dactylographiée de 123 p.) n'a été remis aux archives de la Ville que tout récemment. Mes remerciements les plus vifs vont à Maître Wolff qui s'est entièrement chargé de sa traduction et à Jocelyne Barthel, sous-archiviste, pour son travail de mise en forme sans lesquels cette étude n'aurait pu voir le jour. Toutes les illustrations qui accompagnent cet article proviennent des Archives municipales de Metz et ont été réalisées par M. Claude Schaefer du service photographique de la mairie de Metz.



En dépit de ce lyrisme, c'est un épisode bien ordinaire qui va se trouver perturbé par l'arrivée des Allemands. En effet, ce même 17 juin devaient se dérouler à Metz les épreuves écrites du baccalauréat. Candidats et professeurs chargés de la surveillance étaient au rendez-vous fixé. Vu la gravité de la situation générale, le proviseur du Lycée décida d'annuler l'examen et de renvoyer tout le monde chez soi. On imagine aisément la déception ou peut-être le soulagement des « potaches » avant que naisse l'inquiétude. La suite des événements devait lui donner raison.

C'est à 17 h qu'une avant-garde allemande de 100 à 150 hommes entra dans la ville à motocyclettes et en automobiles venant par la route de Strasbourg. Elle se rendit aussitôt à l'Hôtel de Ville et plaça des mitrailleuses aux quatre coins de la place d'Armes. Maître Moppert, conseiller municipal, qui se trouvait dans l'escalier, conduisit l'officier allemand et ceux qui l'accompagnaient dans le bureau du maire où se tenait l'adjoint Weydert. G. Hocquard, le maire, avait déjà quitté Metz. Le premier contact fut très correct et la conversation s'engagea courtoisement pour traiter de la remise de la ville à l'autorité allemande.

Pendant que ces entretiens se déroulaient dans le cabinet du maire en présence de M. Kieffer, secrétaire général, une équipe de soldats cherchait la hampe du drapeau et vers 17 h 15 le drapeau à croix gammée flottait aux fenêtres du petit salon. Les officiers donnèrent l'ordre de faire venir 15 autobus et de désigner 15 fonctionnaires qui leur indiqueraient les routes à suivre pour aller occuper les usines des Eaux, de l'Electricité et tous les services administratifs. Puis il fut signifié à l'adjoint Weydert que sous le contrôle de l'autorité allemande, il conservait la direction des services municipaux. Mais à 18 h, sortant de son cabinet, il fut appréhendé dans le petit salon par des civils nazis qui l'avertirent qu'ils prenaient la direction de la ville et qu'il n'était plus rien ni lui, ni les autres conseillers municipaux encore présents à Metz. Le préfet Bourrat, subit le même sort et fut lui aussi destitué de ses fonctions.



# DEUTSCHLAND

DIE KATHEDRALE IN METZ

Quand après une nuit calme, qui ne fut troublée par aucun vol d'avion, ni aucun bruit lointain de canon, les Messins se réveillèrent, ils virent flotter le drapeau nazi au sommet de la tour de la cathédrale. Le palais du Gouverneur devenait le siège du quartier général allemand. Les hôtels Moitrier, Grand Hôtel et Royal étaient réquisitionnés pour les officiers et l'on préparait les casernes pour loger les troupes qui devaient arriver.

Après la destitution du conseil municipal, tout semble aller très vite avec la mise en place d'une commission municipale nationale-socialiste qui durera jusqu'au 4 juillet. Cette commission se composait des sieurs Houppert, employé auxiliaire à la recette municipale, nommé *Oberbürgermeister*, Mahr, commerçant, président de la commission, et Husseynet, instituteur, vice-président. En outre un certain Muller, marchand de charbon, ainsi qu'un M. Schmitt, entrepreneur, se trouvaient chargés de la responsabilité de la police. Quelle stupéfaction quand la ville apprit les noms de ceux qui devenaient ses administrateurs et dont la première initiative fut d'inviter la population messine à bien accueillir les valeureux soldats allemands.

Une politique de germanisation au coup par coup et sans grande envergure s'installe immédiatement avec la prise de mesures qui peuvent paraître de détails mais qui ont heurté la sensibilité des Messins. Dès le 18 juin, toutes les horloges de Metz sont avancées d'une heure pour être mises à l'heure allemande. Le cours du change du franc est établi à 1 fr. pour 0,05 R.M. Ce cours forcé du mark aura des conséquences funestes et contribuera à l'appauvrissement de la ville et de la région. Une circulaire au personnel municipal rédigée en allemand prescrit que la langue germanique devient langue officielle dans tous les services en même temps que sur la façade de la mairie, fleurit l'inscription *Rathaus*. Si une personne ignorant l'allemand s'exprime en français, il est interdit de lui répondre dans cette langue et elle doit revenir avec un interprète. Les fonctionnaires sont outrés de cette consigne ainsi que de l'obligation du salut *Heil Hitler* qui les blessent profondément.

Dans les premiers jours, ordonnances et avis à la population qui recouvraient les murs étaient libellés en français et en allemand. Dès juillet, le texte n'était plus donné qu'en allemand. Tout ce qui est en langue française doit disparaître. Les enseignes des magasins, panneaux, réclames, plaques gravées de médecins, avocats, artisans, sont à supprimer dans les plus brefs délais faute de quoi l'enlèvement est fait par l'autorité allemande, aux frais de l'intéressé.

Le dimanche 30 juin, pour la première fois, il est prescrit que le culte dans les églises et au temple doit être fait en allemand, ce qui provoque les plus vives protestations de la part des représentants des églises catholique et protestante.

# Avis

---

- 1) Tout militaire ayant servi pendant la guerre dans l'Armée Française, est prié de se présenter de suite et sans délai à la Kommandantur.
- 2) L'Administration de l'Armée Française a laissé entre les mains de la population les stocks des magasins militaires. Ces stocks sont confisqués par la présente.

La population est invitée à indiquer à la Direction de Police, Rue des Trois-Boulangers, par écrit ou par procès-verbal, jusqu'au 22 juin à 18 heures, ce qu'elle a pris de ces stocks.  
Celui qui ne donnera pas suite à cette invitation, sera puni de peines d'emprisonnement ou d'une amende allant jusqu'à 10.000 RMK. ou de l'une de ces peines.

- 3) L'heure de fermeture des cafés et restaurants de la Ville de Metz est fixée à 24 heures. Toute consommation est interdite à partir de 24 heures.

Toute non-exécution de cet ordre sera poursuivie par l'autorité militaire et la police.

**Le Commandant de la Kommandantur de Metz.**

**Kuckein,  
Generalmajor.**

Une autre mesure bouleverse les vieux Messins. Dès le 19 juin, les autorités allemandes font desceller l'*Aigle abattu*, symbole de la défaite allemande de 1918, qui était sur le monument commémoratif de l'entrée des troupes françaises à Metz en 1918. L'Aigle ne fut pas brisé mais seulement séparé du socle de pierre et laissé sur l'herbe à côté. Par la suite le monument sera complètement enlevé.

Puis on emboîte les statues du Poilu et de Déroulède, sans toucher encore à celles de Fabert, de Mangin, de Ney. Pourtant leur tour ne tardera pas et eux aussi disparaîtront de leur square, de leur place, victimes de l'acharnement mis par les autorités allemandes à détruire tout ce qui pouvait rappeler la France.

En dépit de ce qu'annonçaient les affiches allemandes apposées les premiers jours, à savoir que les personnes et les biens seraient respectés et le pillage puni de mort, suite à la fuite de nombreux habitants, les appartements, maisons et locaux commerciaux momentanément inoccupés sont pris en charge par l'occupant. Le mobilier appartenant à des Français non nés en Alsace ou en Lorraine, à des étrangers naturalisés est inventorié sans garantie ni contrôle pour les propriétaires. Une partie sert à meubler des locaux à l'usage des militaires (Hôtel du Gouverneur, logements d'officiers et sous-officiers, etc...) et de fonctionnaires déjà arrivés et qui s'installent grandiosement dans les plus beaux appartements. Les

autres prennent le chemin de l'Allemagne. Les biens et commerces des Juifs sont mis sous séquestre, avant d'être rouverts et exploités par des commissions allemandes.

Malgré le rationnement instauré dans l'alimentation et l'habillement, la vie messine reprend peu à peu son cours. Les magasins sont ouverts de 8 à 10 h et de 15 à 19 h. La ville qui offrait dans les tous premiers jours un visage calme et digne, devient plus animée car de nombreux habitants partis précipitamment rentrent, de même que les prisonniers commencent à affluer; cafés et restaurants sont garnis de clients. Le marché fonctionne. Les fanfares de l'armée donnent des concerts. Les deux cinémas ouverts projettent des films allemands de propagande. Le beau temps qui règne invite à la promenade. Il y a beaucoup de monde le long de la Moselle et dans les rues du centre. Les soldats allemands quittent leur casernement, se répandent dans les rues et font des achats dans les magasins. Delaunay n'hésite pas à écrire que « tout cela fait marcher intensément le commerce local... Les soldats semblaient n'avoir pas de chemises sous leurs vareuses boutonnées jusqu'au col. Maintenant on les voit avec de belles chemises et des cravates. Quant aux articles de lingerie et de bonneterie... ils ont été achetés et expédiés à leurs épouses qui doivent en manquer », Delaunay souligne leur « tenue parfaite et correcte ». C'est une vie quotidienne quasi normale accentuée par la reprise des classes.

En effet, dès le 26 juin, après destitution des professeurs français, du proviseur et du surveillant général, le lycée de garçons rouvre ses portes et se remet à fonctionner avec 265 élèves. On commence aussitôt à leur apprendre des chants allemands. Il ne semble pas qu'il y ait beaucoup d'enthousiasme dans cette jeunesse qui en majeure partie ne parle pas la langue de l'occupant.

En fait les Messins sont inquiets et dans l'expectative. Ils ont très peu de nouvelles de France - les communications postales sont interrompues - que ce soit par la radio, difficile à capter, ou par les journaux qui avaient d'ailleurs cessé de paraître : *Le Lorrain* et le *Républicain Lorrain* le 14 juin; le *Messin* et *La Libre Lorraine* le 15. Mis sous séquestre, ils sont remplacés par le *Neue Metzzeitung* rédigé au début en allemand et en français puis bientôt seulement en allemand. Il devient le journal officiel des autorités occupant la ville. Sans s'embarrasser, la rédaction du *Neue Metzzeitung* qui se transforme en août en *Metzzeitung* prend purement et simplement possession des locaux et du matériel du *Républicain Lorrain* avantageusement situés dans la principale artère. Tous les articles sont contrôlés et au besoin corrigés par l'administration. Un nouveau journal voit bientôt le jour. Tout entier rédigé en allemand, le *Deutsche Front* est l'organe du parti nazi. Vendus au début 50 centimes, leur prix fut aligné sur celui du reste du *Reich*, soit 10 pf (2 frs).

Des mots lourds de sens sont colportés : armistice, occupation, annexion. Puis début juillet, tout semble changer.

Les Messins font toujours confiance au Maréchal Pétain qui, dans son allocution à la radio apprenant l'armistice aux Français a dit que les conditions fixées sauvegardaient « l'intégrité du territoire ». Il n'est toujours pas question d'annexion de la Lorraine. Dès que ces conditions sont connues, une sérieuse détente apparaît. L'autorité militaire cherche à reprendre ses prérogatives. La commission municipale qui, en fait, s'est mise en place elle-même, n'a aucune autorité et à peine la satisfaction d'être consultative. Elle est illégale, même au regard des lois allemandes. Le zèle excessif des membres du parti nazi tend à s'atténuer. Il doit quitter les locaux de la mairie où il avait institué son bureau pour les admissions et s'installer rue Pasteur en prenant le nom de parti *Front lorrain allemand*. Les chefs de l'armée se montrent aussi conciliants que possible et cherchent à ne rien faire qui puisse blesser les habitudes locales. Ils déclarent que Metz, ville occupée, doit fonctionner, sous leur contrôle, avec le régime des lois françaises. Le monument aux morts de la grande guerre est protégé. La ville continue de se repeupler rapidement de ses habitants évacués. Enfin le 4 juillet, Metz passe sous l'autorité d'un *Oberbürgermeister und Stadtkommissar* nommé par le Gouvernement allemand, E. Imbt, de même que la Préfecture est administrée par un *Landrat*, le Dr Rech, fils de M. Rech qui fut maire du Sablon de 1902 à 1914. Né dans cette commune en 1886, parlant français, le docteur Rech retrouvait certains de ses condisciples du lycée. Delaunay le dit cordial.

Par suite des réquisitions de l'armée et des difficultés de transport, puisque les trains ne circulent que très peu, les marchandises de première nécessité se font de plus en plus rares et les ménagères assiègent les magasins d'alimentation. Un arrêté a fixé le prix des subsistances qui ne pouvait être majoré par les commerçants sans s'exposer à des peines sévères. Puis les journaux annoncent la distribution de denrées alimentaires en provenance du Reich aux habitants de Metz : 500 g de sucre, 100 g de café, 150 g de pâtes ou légumes secs par personne. Afin d'établir les cartes d'alimentation un recensement est effectué et, le 1<sup>er</sup> juillet 1940, on compte pour Metz et Montigny 61 993 personnes. A la fin du mois de juillet, les cartes limitent les consommations par semaine et par personne à 2,5 kg de pain, 500 g de viande, 45 g de beurre, 50 g de graisse. En outre toutes les marchandises d'habillement, chaussures, mercerie, produits ménagers ne seront vendus que sur présentation d'un bon spécial. Début août, les autorités décident que tous les produits alimentaires et autres, devaient être augmentés de 80%. En compensation, les traitements et salaires bénéficieraient de la même hausse. Le prix de la vie va donc doubler. Pourtant la reprise de la vie matérielle se poursuit. Les soldats allemands se régalent des fraises de Woippy dont la récolte a été abondante. Le 6 juillet, la fourniture de gaz est à nouveau assurée et la troupe de Kaiserslautern donne au théâtre municipal une représentation gratuite de *La Veuve Joyeuse*. Les défilés et concerts de musique militaire sont fréquents. Les matches de football reprennent. Puis la police allemande commence à remplacer les agents pour commander la circulation aux carrefours importants, place de la République, rue Serpenoise,

rue des Clercs, etc... Ces agents de police allemands ont une vareuse blanche, un képi blanc et de longs gants blancs. Pendant que son confrère règle la circulation, le brave agent français reste placidement au bord du trottoir. Cette première apparition de la police et de la gendarmerie d'occupation a beaucoup amusé le public rassemblé aux coins des rues qui la regardait opérer avec un sourire ironique. En raison de la blancheur de leur tenue, les Messins les baptisèrent du sobriquet de « saindoux ».

Petit à petit, les Messins ont le sentiment de n'être plus traités comme les habitants des autres villes de France occupée. Alors que dans tous les autres départements, le maire et le préfet sont restés à leurs postes, contrôlés il est vrai par l'autorité allemande, ici, ils ont été renvoyés et des administrateurs venus d'Allemagne ont pris leur place. Ici, des fonctionnaires sont révoqués parce qu'ils ne parlent pas allemand. « On a bien l'impression d'une annexion progressive » écrit Delaunay. « En somme, l'administration occupe la ville et le parti l'annexe ou du moins s'y essaie » écrit-il par ailleurs. Cette impression est renforcée par plusieurs événements. Les statues du général Mangin et de La Fayette sont descendues de leur socle comme il était prévisible. C'est presque clandestinement, à la lueur des phares que le « Poilu » est emporté dans la nuit du 13 au 14 juillet. Seuls subsistent Fabert et Ney pour peu de temps encore. La plupart de ces monuments après avoir été déposés à l'arsenal de la place Saint-Thiébauld étaient acheminés vers le *Reich* pour y être fondus. Quelques vieux Messins assistaient en pleurant à ces actes chargés de symboles. Quant au monument aux morts, œuvre de Niclausse, il fait l'objet d'une transformation. Les poilus qui en étaient le motif de fond sont cassés et l'inscription *Aux enfants de Metz morts victimes de la guerre* remplacée par une inscription en allemand prétendant que les Messins étaient morts pour le *Reich*. Un autre monument subira des « rectifications ». Il s'agit de la sculpture, symbole de *Roland*, le neveu de Charlemagne, mort à Roncevaux, sur la façade de la gare centrale. A l'origine, lors de la construction de la gare, cette statue était censée représenter le comte Haeseler, premier commandant du XVI<sup>e</sup> Corps d'Armée en 1890. Le bouclier qu'il tenait devant lui portait alors l'aigle germanique impérial. En 1918, les Français remplacèrent sa tête par celle de *Roland* et l'aigle du bouclier par la Croix de Lorraine. En 1941, les Allemands remirent en place l'effigie du comte Haeseler, mais comme l'aigle ne symbolisait plus la nation germanique et le troisième *Reich*, ils firent sculpter les armes de Metz sur le bouclier. On peut toujours les voir à l'heure actuelle ainsi que la tête de *Roland* remise en place à la libération<sup>(3)</sup>.

Egalement, par besoin de récupérer du métal, on détruit le kiosque de l'Esplanade, construction du Second Empire et on enlève les grilles

3) Je tiens à remercier M. Schontz, Directeur des relations publiques à la S.N.C.F., de m'avoir communiqué ce dossier.





autour des parterres devant le palais de Justice. Le même sort est réservé à celles, très ouvragées, de la place de la Comédie et de la place de la Préfecture.

Puis interviennent deux mesures qui prêtent plutôt à sourire : le port du béret basque est interdit et la circulation des piétons est réglementée rue Serpenoise. On ne peut plus se croiser sur le même trottoir. Tout le monde doit marcher dans le même sens, côté droit si l'on va vers la place de la République, côté gauche si l'on en revient. Un gendarme invite les promeneurs à se conformer à ce nouvel ordre. Les Messins obéissent en riant. Il en résulta un tel travail de surveillance pour les policiers qu'ils n'insistèrent pas et que la libre circulation fut rétablie.

Le 14 juillet fut bien morne, mais on vit tout de même le drapeau français aux mains de gamins qui s'amusaient à défiler au rempart du Saulcy, ou en bouquets sur les corsages des femmes.

Puis l'administration de la ville pose le 25 juillet les premières plaques de noms de rues en allemand, débauche de noms nazis allant de Hitler (avenue Serpenoise), Goering (avenue Foch), Bürckel (avenue de Nancy et avenue Ney) à d'illustres inconnus. Alors qu'après 1870, les noms des rues et des places avaient été respectés par le vainqueur subissant simplement une traduction et avec des plaques bilingues, le procédé employé en 1940 est tout différent. Même si l'on reprend quelques noms anciens, il s'agit de rappeler le moins possible le passé historique et français de la ville. C'est ainsi que la rue du Cambout se nomme *Bayernplatz* (1870 : *Camboutstrasse*), la rue Lasalle *Martinstrasse* (1870 : *Lasallestrasse*), la rue Paixhans *Moltkestrasse* (1870 : *Paixhanstrasse*), le quai Richepance *Am Blücherstaden* (1870 : *Richepancestaden*), la rue Belle Isle *Dr Todtstrasse* (1870 : *Belle-Islestrasse*), la rue du Pont des Morts *General Kirchheimstrasse* (1870 : *Todtenbrückenstrasse*).

Dans cet état d'incertitude, Metz attend l'arrivée du *Gauleiter* Bürckel de Sarrebruck. Elle sent que deux autorités se heurtent, l'autorité administrative légale et l'autorité du parti nazi qui s'efforce d'appliquer la germanisation totale dans tous les domaines, pour arriver à une annexion *de facto* sinon *de jure*. Il y a incontestablement une divergence de vues entre ces deux pouvoirs, l'un officiel, l'autre officieux, qui s'opposent l'un à l'autre.

Ce sentiment très bien décrit par Delaunay dans son *Journal* était déjà une réalité dans l'esprit de Hitler et de Bürckel bien avant son arrivée à Metz. L'un des moyens de parvenir à l'intégration de la Lorraine au Grand Reich, passait par les expulsions. Celles-ci commencèrent dès juillet frappant les Israélites et tous ceux qualifiés par les occupants de Français de « l'intérieur ». Les Messins vont réagir. On se passe le mot d'ordre : le 15 août, fête de la Vierge, sera le jour de la Protestation. Depuis 1924, place Saint-Jacques, la Vierge a sa statue édiflée en exécution d'un vœu des habitants. Silencieusement, le jour de l'Assomption, la

foule défile et inonde la place de gerbes et de bouquets de fleurs entourés de rubans tricolores. Tout se fait devant les occupants stupéfaits par tant d'audace et de dignité. Le conquérant ne pouvait plus ignorer les sentiments français de la population. C'était déjà une manière de plébiscite.

Mais la réaction fut immédiate. Le 16 août, Mgr Heintz et quelques milliers de Messins sont expulsés, sans aucun préavis, sans aucune explication. Des agents de la Gestapo se présentaient en armes au domicile des personnes exilées et leur notifiaient l'acte d'expulsion rédigé en allemand. Les familles affolées avaient alors deux heures au maximum pour se préparer. Le rassemblement se faisait à la Foire Exposition avant d'être embarqué dans les trains pour une destination inconnue en zone non occupée. La possibilité de pouvoir emporter 50 kgs de bagages à main se résume souvent à une petite valise. Une somme de 2 000 frs par adulte est accordée. Selon les témoignages, il n'est pas possible de communiquer avec sa banque ou avec la Caisse d'Épargne. Ces expulsions s'accompagnent donc d'une spoliation totale. En novembre 1940, 10 000 autres Messins furent chassés de leur foyer, sans compter ceux qui partirent volontairement vers Lyon et la France non occupée.



Toutes les catégories de citoyens sont menacées. Les congrégations sont particulièrement frappées par ces mesures et leurs maisons réquisitionnées afin de les mettre à la disposition des organisations nazies. Seules furent tolérées les sœurs de Sainte-Blandine, de l'Espérance et de Saint-Vincent de Paul à l'hôpital Saint-Nicolas où pourtant la résistance s'était organisée dès le début de l'occupation avec sœur Hélène et sœur Cécile. Tous les religieux enseignants ayant été expulsés en masse pour éliminer l'influence de l'église, de nombreuses écoles ne purent rouvrir leurs portes à la rentrée d'octobre.

Delaunay faisant partie de la « charette » des expulsés du 16 août, ses éphémérides, si précieuses pour ces deux premiers mois de l'occupation allemande à Metz, s'arrêtent donc à cette date.

Le témoignage essentiel dont nous disposons pour la suite des événements est constitué par le journal du Dr Schrod qui commence précisément à la date où celui de Delaunay s'achève. Arrivé à Metz le 24 juin 1940 en provenance de Magdebourg, cet homme de 42 ans, originaire de Mayence, fut un témoin privilégié des événements qui se déroulèrent à Metz pendant cette période puisqu'avec son épouse il s'installa d'abord à l'Hôtel Regina, *Karolingenstrasse* (rue Charlemagne), puis au 25 *Moltkestrasse* (boulevard Paixhans).

Nommé à la direction des archives de la Ville de Metz, le docteur Schrod, ainsi que l'a écrit Maître Wolff, traducteur de son journal, dans ses commentaires personnels, était un fonctionnaire allemand certes, mais sûrement pas un nazi enragé : « Le journal me semble avoir été tenu de façon très loyale »<sup>(4)</sup>. Il est important de savoir que le récit de ce fonctionnaire occupant sert à présent de trame à la description de ce que fut la vie quotidienne des Messins pendant ces quatre années.

Nommé *Gauleiter* le 7 août 1940, Bürckel fit son entrée solennelle à Metz le 21 septembre. La Lorraine fut rattachée au *Gau Saarpfalz*, baptisé le 7 décembre *Gau Westmark*. Sous la férule du *Gauleiter*, la nouvelle administration allemande pouvait se mettre en place. Bürckel avait des idées bien précises sur le devenir de Metz et de la Moselle. Il les avait exposées à Hitler dès avant sa nomination<sup>(5)</sup>. Ses idées directrices d'assimilation venaient en droite ligne de son action jusqu'alors, puisqu'il avait déjà eu mission de « s'occuper de l'organisation politique et de la réintégration gouvernementale, économique et culturelle de l'Autriche dans le Reich allemand »<sup>(6)</sup>. Tout laisse à penser qu'il prenait ses fonctions en Lorraine dans le même état d'esprit.

Ainsi, au milieu de tous les tourments dont souffrait la population messine demeurée sur place, l'administration allemande se met au travail et entame sa tâche d'intégration. Tous les cadres administratifs furent remplacés et bon nombre de fonctionnaires évincés par leurs homologues allemands dont Bürckel attendait néanmoins « une compréhension particulière de la nature des Lorrains »<sup>(7)</sup>.

Ce qui, dans un premier temps, après l'introduction de la réglementation communale allemande du 30 janvier 1935, retient l'attention de Schrod, c'est la réorganisation administrative et urbanistique de la ville

4) Schrod, « Journal ». Note du traducteur, M<sup>e</sup> Wolff.

5) J. Annéser, *Vautours sur la Lorraine*, Metz, 1948, 119 p.

6) Cité par Dieter Wolfgang, *Nazification de la Lorraine mosellane*, Sarreguemines, Ed. Pierron, 1982, 229 p. p. 29.

7) *Ibid.*, p. 57.

entreprise dès l'arrivée des Allemands. Importante et étonnante opération, s'il en fut. Comme en Allemagne, l'administration voulut modifier la structure territoriale en « supprimant les communes naines ». La superficie totale de Metz, qui, alors, n'était que de 2 150 ha, en faisait une ville très concentrée. C'est pourquoi une ordonnance crée le *Grossstadt Metz* par l'incorporation des communes indépendantes de Montigny, Longeville, Ban-Saint-Martin, Saint-Julien et Vallières<sup>(8)</sup>. Cette concentration, entamée dès 1940, se poursuit au 25 mars 1941. On décide d'incorporer à Metz les communes de Borny, Magny, Moulins, Sainte-Ruffine, Plappeville, Scy, Woippy, ainsi que certaines parties de Lessy, Châtel-Saint-Germain, Rozérieulles, Augny et Marly<sup>(9)</sup>. Cette mesure était nécessaire en vue du futur plan d'extension. Le territoire de la ville passe alors à 9 500 ha, soit 4,5 fois celui de 1939. Ce regroupement s'amplifiera en 1944 avec l'incorporation de nouvelles parcelles des communes de Rozérieulles, Marly, Châtel-Saint-Germain et Augny. La population messine suit le mouvement. De 68 833 habitants au 1<sup>er</sup> février 1941, soit après les premières expulsions, elle passe alors à 103 134 habitants, sans les militaires.

L'aménagement des services de transport urbain suit la création de cette grande agglomération. Il faut rapprocher les communes suburbaines du centre de la cité messine. Les changements interviendront fréquemment dans ce domaine. Le 25 mars 1942, de nouveaux horaires sont appliqués : au lieu des 6 mn, 12 mn et 30 mn, la circulation se fera toutes les 7 mn 1/2, 15 mn et 30 mn. La ligne 5 (Sablon), qui s'arrêtait place de la République, poursuivra jusqu'à la place d'Armes. Le 15 mai, conducteurs et conductrices de tramway reçoivent de nouveaux uniformes plus conformes aux normes du *Reich*. Au 3 novembre, un nouveau plan de circulation est adopté. Les tramways circuleront tous les quarts d'heure avec deux voitures. 5 lignes sont prévues : 1 - Devant-les-Ponts, 2 - Moulins - Sablon, 3 - Montigny - Place d'Armes, 4 - Metz-Nord - Metz-Est, 5 - Place de la République/Gare centrale - Cimetière de l'Est.

Cette modification entraînait une extension plus importante du réseau et une augmentation de la capacité de transport des tramways. D'autre part, on projetait d'ouvrir deux lignes d'autobus, l'une de la route de Magny jusqu'à Longeville par l'île Saint-Symphorien, et l'autre destinée à un circuit à travers la ville.

8) Cette question avait d'ailleurs déjà été débattue au cours de la période 1870-1918. Si le Sablon, Devant-les-Ponts et Plantières-Queuleu avaient été incorporés à Metz à cette époque, en revanche le déclenchement de la guerre de 1914-1918 avait permis à Montigny de conserver son indépendance.

9) Il est certain que les Allemands, qui appliquaient déjà chez eux les regroupements de communes, n'avaient pas, dans ce domaine une vision étriquée de l'avenir. Il faudra attendre 1960 pour voir cette opération se réaliser, en partie seulement, et sans la même envergure, par la municipalité Mondon qui incorpore à Metz les communes de Borny, Magny et Vallières. Avec le recul, on peut constater aujourd'hui que cette mesure n'avait rien d'irréaliste. Il est certain que la grande agglomération créée par les Allemands aurait permis à Metz de jouer, en temps de paix, le rôle dynamique qui est inscrit dans son histoire, et qui s'est trouvé hypothéqué par le retour à de petites unités.

La vie culturelle, très proche de ses préoccupations d'archiviste, intéresse davantage l'auteur. Nous avons vu que, dès 1940, le théâtre avait déjà repris ses activités. Abel Rilliard, ancien directeur du théâtre municipal nous rapporte qu'il était considéré par les occupants comme un excellent instrument d'éducation et de propagande. Leur ambition était de bannir de Metz et de la Moselle toutes les traces de l'esprit français et, pour répondre au désir d'Hitler, qui « faisait appel aux artistes et à l'art allemands, pour défendre la réputation de son peuple dans un monde accablé de bêtise et d'injustice », le théâtre prit une nouvelle tournure. Il ne fut plus question bien entendu de représentations françaises. Les noms des auteurs français disparurent des cartouches ornementales et sur la façade d'Ogier s'écrivit en lettres d'or « Théâtre allemand ». Un important état-major s'installa place de la Comédie. En 1941, il comptait 32 artistes permanents et 40 personnes occupées aux services techniques. Un intendant, trois directeurs artistiques, un chef de musique, un administrateur, deux maquettistes ainsi qu'une équipe de décorateurs, peintres, constructeurs, modelers dirigeaient ses destinées, sans oublier le reste du personnel allant du maître friseur au chef de scène qui, lui-même, avait sous ses ordres un bataillon de machinistes. Dans les occasions exceptionnelles, ces derniers, étaient doublés de soldats.

Un coup d'œil sur les programmes des années 1941, 42, 43 et jusqu'à la libération donne une idée de l'importance accordée au spectacle théâtral. Au programme, les génies allemands Goethe, Kleist, Lessing, Schiller (son drame : *Amour et Intrigues* eut l'honneur d'ouvrir le cycle des spectacles) et à leur suite des auteurs méconnus. Et, glissés dans cette mouture d'Outre-Rhin, des opéras de l'allié italien mais aussi en 1942, par exemple, le *Songe d'une nuit d'été* de Shakespeare. Des projets de rénovation du bâtiment sont mis à l'étude en vue de son agrandissement. Les ateliers sont restaurés au cours de l'année 1941. Pour recevoir les autorités, une loge spéciale est aménagée au centre du balcon. La scène, où la comédie marquait le pas sur le théâtre chanté, fait l'objet de soins particuliers : jeux de lumière remarquablement perfectionnés, plateau tournant, sont les préludes de toute une révolution dans la présentation des spectacles. L'élargissement de la scène avec plateau sur ascenseurs était en projet : les événements en arrêterent la réalisation.

Autre sujet d'intérêt pour notre témoin, la musique. La réorganisation du conservatoire est confiée à Rudolph Nilius, Viennois d'origine, qui fonde et forme un orchestre municipal, crée une école de musique, organise en mai 1943 des journées Beethoven. Dans le domaine de la musique également, la priorité est donnée aux œuvres des compositeurs classiques germaniques : Mozart, Beethoven, Schubert. D'ailleurs, les marchands de musique de Metz avaient été invités à retirer de leurs étalages les œuvres de Léo Delibes, Massenet, Debussy, Gounod.

Le musée était quant à lui en pleine expansion à l'arrivée des Allemands. Un conservateur, homme de qualité, fut nommé, Hausen. On doit à son personnel, en particulier à Joseph Scheffer, le sauvetage des statues de Fabert et de Ney.

La bibliothèque municipale avait été fermée dès le début de l'occupation, mais le conservateur Roger Clément avait pris ses précautions et déjà mis en lieu sûr les plus beaux manuscrits et les incunables les plus précieux. Les Allemands ayant découvert la retraite de ces documents firent revenir la trentaine de caisses qui les contenaient et les entreposèrent à la Manufacture des tabacs avant de les faire partir pour l'Allemagne, vers une destination inconnue. On jugea les locaux existants de la rue du Haut-Poirier insuffisants. C'est pourquoi une nouvelle bibliothèque publique fut ouverte, avenue Foch, ne proposant que des ouvrages allemands. Il fut interdit aux libraires non seulement de vendre mais aussi de disposer ou donner n'importe quel livre français. Tout fut saisi et les magasins provisoirement fermés.

Nous verrons que le pôle-phare de cette vie culturelle, très liée au processus de germanisation de la ville, sera pendant toute cette période, l'Hôtel des Mines situé avenue Foch où se dérouleront de nombreux concerts et toutes les grandioses manifestations et fêtes du Parti, destinées à frapper les imaginations populaires.



Il est tout de même assez étonnant, et Schrod le souligne, que malgré les conditions très dures de la guerre, une vie culturelle continuait à animer la cité messine et, selon lui, allait jusqu'à faire progresser la culture. Dans cette ville, qui avait besoin de toutes parts de rénovation, l'intensité de la vie culturelle est très marquée avec, outre la restauration du théâtre et la réorganisation du conservatoire dont nous venons de parler, les concerts de l'orchestre municipal, les concerts d'orgue à la

cathédrale, les expositions même lorsqu'il devint évident pour les esprits clairvoyants que l'occupation allemande à Metz n'était plus qu'une question de mois<sup>(10)</sup>.

Après la vie culturelle, la vie économique ne laisse pas non plus l'archiviste indifférent. En fait, la question du rationnement et du ravitaillement de la population sous-tend toutes les réflexions du docteur Schrod sur ce sujet.

En octobre 1941, comme dans tout le *Reich*, un recensement des personnes et des entreprises est organisé à Metz : on dénombre alors 22 623 ménages représentant 70 294 personnes, dont 11 535 Allemands, 910 Luxembourgeois, 47 576 Lorrains, 5 457 Alsaciens et 4 816 divers.

Les difficultés du ravitaillement se sont amplifiées au cours des quatre années d'occupation, non seulement du fait de l'état de guerre, mais aussi à la suite d'une série de catastrophes météorologiques naturelles. Janvier 1941 a vu des chutes de neige exceptionnelles. Le 7 juin 1942, un orage éclate sur Metz à 16 h 30, accompagné d'une chute de grêle. Certains grêlons avaient la taille d'un œuf de poule : vitres cassées, toitures envolées, blessés dans les tramways par les éclats de verre. Ce sont les champs et les jardins qui eurent à subir les plus gros dégâts, en particulier les plantations de fruits et de fraises. En mai 1944, par contre, une sécheresse provoque la rareté des légumes. Le froid ayant été tardif cette année-là, puisqu'il fallut chauffer jusqu'à la fin du mois de mai, les fraises ont gelé. Seule l'année 1943 a vu une belle récolte de fraises.

L'impérieuse nécessité pour les autorités d'occupation d'assurer l'approvisionnement de la ville aboutit à une solution assez cocasse. Les deux rangées d'arbres de la partie centrale de l'avenue Foch (H. Goering) sont abattues pour faire place à une plantation de pommes de terre. Chaque année, la population, maîtres et écoliers en tête, sera appelée à participer à la lutte acharnée contre le doryphore.

Des journées de formation sont dispensées aux dirigeants d'entreprise, en vue de les pousser à augmenter la production; des encouragements sont donnés aux agriculteurs du pays messin afin qu'ils consacrent tous leurs efforts à assurer le ravitaillement de la population, sans grand résultat soulignons-le.

En dépit de toutes ces incitations, les denrées se font rares et toute une série de prescriptions est prise. Dès mars 1941, le mercredi et le vendredi, restaurants et pensions ne doivent servir qu'un seul repas et sans viande. En août 1942, c'est le lait qui est rationné. Le lait écrémé ne sera plus distribué que sur justification d'une autorisation spéciale. Le 14 décembre de la même année, un nouveau recensement de la population

10) A la fin de 1943, Bürckel encore plein d'optimisme ordonnait la création d'une bibliothèque scientifique à Metz, qui devait porter le nom de « Bibliothèque de l'espace occidental ». Le 13 juin 1944, le général d'Infanterie Schrotke inaugurait une exposition intitulée : « De la muraille fortifiée à l'abri bétonné ».



# Bekanntmachung

**Der Kartoffelkäfer richtet in letzter Zeit grosse Verheerungen an, u. a. in den Feldern bei Sablon.**

**Die Besitzer von Kartoffelfeldern werden infolgedessen aufgefordert, den Käfer zu vertilgen. Ratschläge und Anweisungen erteilt der Feldhüter EULERT Heinrich, wohnhaft Metz-Sablon, rue St. Pierre 66.**

**Metz, den 24. Juni 1940.**

**Der kommissarische Bürgermeister.**

# AVIS

**Le doryphore cause ces derniers temps de grands ravages notamment dans les plantations de pommes de terre au Sablon. Les propriétaires de ces plantations sont invités à détruire cet insecte et, à cet effet, ils pourront obtenir des conseils qui leurs seront donnés volontiers par le garde-champêtre M. EULERT Henri, domicilié à Metz-Sablon, No 66, rue St. Pierre.**

**Metz, le 24 juin 1940.**

**Der kommissarische Bürgermeister.**

FOR EYER, Metz

est effectué afin d'attribuer de nouvelles cartes de ravitaillement. A partir de janvier 1944, il faut présenter un ticket pour obtenir le plat du jour dans les restaurants.

Se procurer du combustible de chauffage pour l'hiver était sans doute encore plus difficile, si l'on en croit une remarque de l'auteur qui nous dit que les fêtes de Noël 1943 se passèrent bien avec illuminations de sapins dans les rues, et que le temps était heureusement clément, vu la modeste quantité de charbon allouée par foyer.

Vie culturelle et vie économique sont, au cours de ces quatre années, en permanence sous-tendues par le processus de germanisation mis en place par les autorités allemandes. A ce sujet, il n'est pas douteux que l'auteur dans sa description de la vie à Metz passe sous silence, dans ce domaine, tout un train de mesures et de création d'organismes destinés à « attester du caractère allemand de la Lorraine ». Aussi ne nous ferons-nous pas l'écho de toutes ces activités, fort bien décrites par Dieter Wolfanger<sup>(11)</sup>.

Par contre, Schrod s'est davantage penché sur les mesures plus populaires d'incitation prises pour attirer les Messins au sein de la patrie allemande, comme la création de la *D. V. G.*, *Deutsche Volksgemeinschaft* (communauté du peuple allemand). A partir de 1941, cet organisme

11) *Ouvr. cit.*, pp. 71-102.

prescrivait à tous les jeunes qui s'y étaient inscrits d'apprendre l'allemand et leur imposait une formation sportive. L'effort principal des organisations nazies portait d'ailleurs sur l'éducation politique et sociale de la jeunesse avec la création de sociétés pour embrigader les jeunes gens : sociétés sportives, de gymnastique, de tennis. Dès l'âge de 10 ans, les enfants étaient incorporés d'office dans la Jeunesse Hitlérienne (*Hitler Jugend*). A partir de 17 ans, on les contraignait au service du travail (*Arbeitsdienst*). L'école aussi était un moyen de propagande non négligeable. On y exaltait le nazisme et ses conceptions raciales.



Cette œuvre de germanisation qui s'est accomplie progressivement reçut sa consécration officielle le 29 août 1942 par une proclamation de Bürckel à Metz. Agissant « au nom du Reich », le *Gauleiter* annonça publiquement dans la salle de l'Hôtel des Mines, les directives relatives aux rapports de la Lorraine et des Lorrains avec l'empire allemand, directives préparées de longue date et qui avaient reçu l'assentiment d'Hitler : « Toute personne ne se reconnaissant pas dans la spécificité allemande devrait quitter cette région »<sup>(12)</sup>.

Pour Schrod, la séparation entre Français et Allemands était effective. La nationalité allemande était octroyée *ipso facto* à tous les membres de la *D.V.G.* ce qui, selon Bürckel, « représentait 98 % de tous les Lorrains de souche allemande ». Le service militaire devenait obligatoire

12) *Ibid.*, p. 115.



avec effet immédiat. Désormais la population messine était intégrée dans la communauté allemande avec tous les droits et tous les devoirs des citoyens allemands. Les patronymes à consonnance française devaient être germanisés. Les habitants de Metz pavoisée ont écouté avec stupéfaction ce discours retransmis par des hauts-parleurs installés avenue Foch. Dans l'enthousiasme, l'auteur nous décrit la grande fête organisée le lendemain, dimanche 30 août, avec un défilé de nombreuses délégations place de la République, ainsi que la nomination d'un nouveau maire, Schubert.

Dès le 2 septembre, Schrod peut constater que les Lorrains ne veulent à aucun prix devenir de bons Allemands, selon le souhait de Bürckel, car ces mesures ont semé la panique dans la population locale. Il se montre très surpris devant le nombre de jeunes gens venus se faire inscrire pour partir en France. L'auteur déplore également les trop nombreuses expulsions qui ont suivi ces dispositions avec la transplantation des Lorrains suspects dans le *Reich* (*Ostmark* et le pays des Sudètes). L'ancien collège Saint-Clément servait de centre de rassemblement et de passage avant leur transport par convois spéciaux. A la suite de toutes ces décisions, l'embrigadement des jeunes dans les organisations paramilitaires s'accroît.

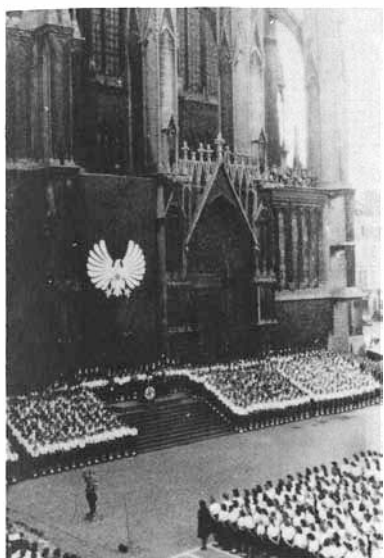
Le 20 mars 1943, dans un nouveau discours, Bürckel constate que la première phase du travail nazi en Moselle est terminée. Le parti doit, à présent, s'organiser pour prendre en mains la direction politique.

A la lecture du journal de Schrod, ce qui nous frappe encore c'est la place donnée par l'auteur aux grandioses manifestations et fêtes dans lesquelles les autorités d'occupation voyaient certainement un moyen supplémentaire de s'attirer la sympathie de la population locale.

Il est vrai qu'elles furent nombreuses ces fêtes, et théâtrales. Chaque anniversaire du *Führer* donnait lieu à une grande manifestation. Hitler lui-même se déplaça à Metz et vint y passer les fêtes de Noël en 1940.

Rudolph Hess, Hermann Goering, le comte Ciano séjournèrent également à Metz où ils fréquentaient le célèbre restaurant Moitrier. La propriétaire, Mme Berthe Bruckler a raconté l'une de ces agapes nazies au cours de laquelle Allemands et Italiens durent parler français pour se comprendre, un français évidemment quelque peu écorché mais du français quand même, les Allemands ne parlant pas italien et les Italiens ne parlant pas allemand. Ce dénominateur commun à deux occupants est apparu comme un hommage involontaire à la France. Aussi, ce fut une joie pour tout le personnel du restaurant de s'exprimer lui aussi en français. Quelle Gestapo eût donc trouvé à y redire, l'exemple venant de si haut !

Chaque année également les autorités commémoraient les batailles victorieuses autour de Metz en 1870. Si la plupart de ces manifestations se déroulaient à l'Hôtel des Mines, d'autres avaient pour cadre le théâtre,



comme les cérémonies pour la fête des mères ou les fêtes de Noël de la D. V. G. Toutes ces réjouissances, journée de la Marine, journée des volontaires du service du Travail, des Jeunesses Hitlériennes, devaient servir la propagande nazie. Elles s'accompagnaient de publicité, de concerts, de projections de films. Leur fréquence est étonnante, si l'on songe au contexte de la guerre. Elle ira d'ailleurs en s'accroissant et l'on comprend bien pourquoi. En novembre 1942, grande fête du NSDAP, *National Sozialistische Deutsche Arbeiterpartei* (Parti national socialiste allemand des Travailleurs). Le même parti manifeste à nouveau en janvier 1943. Le 1<sup>er</sup> mai 1943, se déroule la fête nationale du peuple allemand. En juin, manifestation de *Hitler Jugend*. En juillet, c'est le tour des chanteurs. Ce rassemblement semble avoir été particulièrement imposant. De nombreuses personnalités s'étaient déplacées; aux chants allemands interprétés par des chorales, dont le favori *Ich hat ein Kamerad*, se mêlaient des chants lorrains, pour préciser l'appartenance des Lorrains au peuple allemand. Le point culminant de ces deux jours fut un concert qui eut lieu le dimanche après-midi, dans la salle des fêtes de l'Hôtel des Mines à 15 heures. Le morceau principal fut la première audition de l'œuvre du compositeur Rudolf Desh, intitulée *Lorraine*. En septembre, à nouveau, fête du NSDAP avec dépôt d'une couronne au monument aux morts, concerts et chants dans toute la ville et défilés sur la place d'Armes. Délégations et dirigeants politiques s'étaient déplacés dans Metz, richement décorée de drapeaux. Schrod parle avec émotion de la vieille ville allemande et de l'élan de la population lorraine en faveur du grand empire allemand. Pour la première fois également, il évoque l'idée d'Europe unie.

Nous avons vu que l'Hôtel des Mines jouait un rôle prépondérant dans ces festivités<sup>(13)</sup>. Les lieux historiques ou chargés de symbole de la vieille cité messine n'étaient cependant pas oubliés, ni la place de la République, ni la place d'Armes, ni surtout la cathédrale qui servit maintes fois de décor pour ces rassemblements.

L'année 1944, pourtant difficile, verra encore son cortège serré de défilés, de venues de personnalités, de fêtes et de chants jusqu'aux mois d'avril et mai<sup>(14)</sup>, alors que les écoles ont été fermées au 22 mai et les instituteurs mis à la disposition de l'État et du Parti. Le dernier concert aura lieu le 20 juillet, place de la République.

Il est étonnant de constater avec quel acharnement les Allemands ont poursuivi leur politique de propagande et d'assimilation alors même que Metz vivait à l'heure des bombardements. En effet, la dernière partie du journal de Schrod est consacrée pour l'essentiel aux bombardements, surtout à partir de 1943.

13) L'Hôtel des Mines, édifié au début du XX<sup>e</sup> siècle durant l'annexion, est devenu un immeuble abritant des bureaux, au numéro 21 de l'avenue Foch.

14) Le 23 mai, un théâtre de marionnettes est inauguré rue d'Enfer.

C'est en février 1942 qu'avait eu lieu la première alerte aérienne et qu'une bombe était tombée à Saint-Symphorien, sans faire de dégâts. Tout au long de cette année, les alertes sont nombreuses mais Metz n'en souffre pas. Il s'agit de bombardiers anglais qui, pour le moment, lancent leurs attaques sur Sarrebruck puis sur Mayence et Wiesbaden. En 1943, Metz semble encore relativement épargnée. La ville est souvent survolée, ce qui incite les Allemands à mettre en fonction au mois de juin leur système de défense anti-aérien, mais les bombardiers se dirigent toujours vers l'Allemagne. Un premier avion est abattu près de Cerisey le 23 septembre 1943.

Avec l'évolution de la guerre, le recul des Allemands devant les armées alliées, l'année 1944 est presque entièrement consacrée, dans le journal de Schrod, aux offensives aériennes. Les alertes deviennent quotidiennes : 30 en février, 40 en mars. Ce sont encore des alertes de survol. Mais, en avril 1944, les bombardements sur Frescaty font plusieurs morts. Le 1<sup>er</sup> mai 1944, une grosse attaque touche surtout le Sablon, la gare de triage et le dépôt de locomotives qui contenait une quarantaine de machines. Une centaine de personnes sont tuées et de nombreuses maisons détruites. Nouvelles offensives et nombreux morts les 23, 25 et 27 mai. 320 bombes explosives sont tombées sur le Sablon, le 25 mai, de 9 h 35 à 10 h. L'objectif du Sablon avec ses trois voies de chemin de fer qui y aboutissent, venant de la gare centrale et de la gare de triage, était évident. Les ateliers du chemin de fer, installés à Montigny, furent pareillement touchés. Devant-les-Ponts, Vallières, Saint-Julien sont atteints. Des bâtiments officiels et des immeubles industriels sont détruits. Le gaz et l'eau commencent à manquer.

Le 6 juin, Schrod apprend le débarquement. Cette annonce le bouleverse. Il note alors : « Toute l'Allemagne envisage avec tension des combats très durs ». Les bombardements se multiplient sur Magny, Montigny, Frescaty. M<sup>e</sup> Wolff, dans ses commentaires, souligne combien le journal de Schrod est précis sur ces attaques aériennes de l'année 1944, car il indique avec exactitude le résultat de ces bombardements. M<sup>e</sup> Wolff, membre de l'équipe faisant parvenir des renseignements aux troupes alliées (réseau Mithridate) a pu constater que l'aviation alliée tenait compte de leurs messages.

Au 18 août, s'arrête le journal du docteur Schrod. A la fin du mois, les autorités d'occupation préparent l'évacuation des civils. Dans la nuit du 31 août au 1<sup>er</sup> septembre, les magasins de ravitaillement militaires du Saint-Quentin où se trouvaient entreposés des documents des archives départementales et des manuscrits de la bibliothèque municipale sont détruits. Les autorités commencent à évacuer la Lorraine les 1<sup>er</sup> et 2 septembre. Tombé en disgrâce, Bürckel meurt dans des conditions mystérieuses, non élucidées à ce jour. Il faudra attendre pourtant encore trois mois avant que les premiers éléments du XX<sup>e</sup> Corps de la 3<sup>e</sup> Armée Américaine ne pénètrent dans les faubourgs de la ville, le 19 novembre 1944.



Peut-être n'a-t-on pas suffisamment vu les Messins jusqu'à présent. Les événements relatés, quelle a été l'attitude de ceux qui sont restés ? Quel était leur état d'esprit devant une telle situation ?

Les documents d'archives existent, rapports, notes, informations, mais aussi lettres de familiers, visites clandestines de parents. Il y a à la fois abondance de témoignages sur certains événements et carence totale sur d'autres.

Une question se pose dès l'abord. Combien restait-il de vrais Messins sur place pendant les années tragiques ? 50 000 ou 25 000 ou beaucoup moins ? En 1936, Metz comptait 83 119 habitants. Mais beaucoup, nous l'avons vu, ont préféré partir. Évacués, réfugiés, expulsés, évadés, il est difficile d'évaluer leur nombre.



Il n'y eut pas d'acte de résistance proprement dit lors de l'arrivée des troupes allemandes à Metz. L'émotion fut grande sans doute; les Messins ne se déplacèrent pas en masse pour accueillir les occupants et la partie minime du public qui s'y rendit ne manifesta aucune joie. En fait la ville est restée digne et calme. Un correspondant anonyme signale qu'on pourrait l'appeler « Metz la morte ». Dans cette ville de plus de 80 000 habitants, seuls deux ou trois drapeaux à croix gammée étaient arborés chez les particuliers, encore y avaient-ils été apportés et placés par l'autorité d'occupation. Quelques rares personnes, poussées par la curiosité venaient devant l'Hôtel de Ville dans le plus morne silence. Tous les témoignages insistent sur la différence entre l'entrée des troupes françaises en 1918 et l'occupation allemande du 17 juin 1940. Le nombre des ralliés au régime est infime. Lors de l'entrée officielle du *Gauleiter*, on peut estimer la participation des Messins à moins de 5 %. Il fallut d'ailleurs trouver un ancien magistrat municipal, Roger Forêt qui fut maire de Metz de 1911 à 1918 et qui avait été déposé à l'entrée des troupes françaises, pour remettre les clefs de la ville à Bürckel.

En dépit du calme et de la dignité apparente affichés par les habitants et malgré le danger, les incidents se multiplient. A peine les affiches de propagande sont-elles apposées, qu'elles sont lacérées sans qu'on puisse découvrir les coupables. A toute occasion, *La Marseillaise* chantée par des voix anonymes, retentit, principalement devant les salles où se tiennent les réunions du parti. On continue à parler le français ouvertement sans se soucier des représailles possibles. Les drapeaux à la croix gammée doivent être solidement attachés si l'on ne veut pas qu'ils disparaissent comme par enchantement.

Prisonnière, « la population fut enfermée dans un immense réseau de délation et un édifice policier savamment échaffaudé surveillait sans relâche la vie de chacun »<sup>(15)</sup>. La ville fut divisée en Block de quinze à vingt maisons, confié chacun à un *Blockleiter*, œil et oreille de son petit troupeau. Les *Blockleiter* d'un quartier relevaient d'un chef de cellule (*Zellenleiter*) qui transmettait toute information « utile » au maire et à la Gestapo. Quant à la famille, rien n'était laissé au hasard. Ainsi une fille relevait du *B.D.M.*, *Bund Deutscher Mädel* (Association des jeunes filles allemandes), un fils de la *HJ*, *Hitler Jugend* en attendant de passer au *Arbeitsdienst* et, ensuite, à la *Wehrmacht*.

Il règne une réelle entr'aide parmi ceux qui sont restés et qui affirment qu'il leur faut au moins autant de courage qu'à ceux qui ont tout abandonné. On le fortifie en captant le soir tombé les ondes clandestines. On vient en aide aux prisonniers de passage en leur fournissant vêtements et ravitaillement avant de les guider pour leur faire traverser la frontière. Les Messins sont certains de la défaite allemande car le contact quasi-quotidien avec les soldats leur permet de comprendre que

15) René Bour, *Histoire de Metz*, Metz, éd. Serpenoise, 1979, p. 265.

tout ne va pas pour le mieux dans les armées du *Reich*. Les soldats présents à Metz sont souvent âgés. Ils se plaignent volontiers et avouent leur terreur d'être envoyés sur le front russe.

Après les inévitables rafles de marchandises et la fermeture de nombreux magasins à la suite du départ de leur propriétaire, les Messins constatent que le ravitaillement est bien assuré et que les rations attribuées sont suffisantes, au moins jusqu'en 1943. Ils regrettent surtout l'affluence des immigrés nazis car ces derniers ont toutes les audaces. Ils disposent de toutes les faveurs et se mettent à régner en maîtres dans le pays. L'élément indigène est relégué à l'arrière-plan dans tout ce qui touche les services publics.

En dépit de sollicitations multiples, peu de Messins ont adhéré à la *D.V.G.* mais, avec le temps, la pression se faisant plus pesante, beaucoup craignent d'être traités en ennemis et de n'avoir même plus la possibilité de se faire expulser en France. Personne n'ignore que les Allemands ont besoin d'hommes et aucun ne veut servir l'Allemagne. Les prisons regorgent de monde. L'accoutumance à la peur s'installe.

Avec l'institution du Service Obligatoire du Travail, l'incitation se fait encore plus pressante. De nombreux jeunes gens, astreints à l'*Arbeitsdienst* s'évadent en France car ils appréhendent l'étape suivante, leur incorporation dans l'armée. La situation s'aggrave encore lorsque les autorités décrètent les mesures suivantes (ordonnance du *Gauleiter* Bürckel du 30 mai 1942) :

- peine de réclusion pour ceux qui facilitent les évasions et, dans certains cas, la peine de mort,
- extradition de la terre étrangère des jeunes évadés afin qu'ils subissent les peines requises dans leur *Heimat*,
- déportation à l'intérieur du *Reich* des parents de tous ces jeunes évadés et confiscation de leurs biens.

Le 29 mai 1942 est parti de Metz le premier train de familles déportées. Celles-ci ont été dirigées sur des camps situés à Linz (Autriche), puis à Erfurt (Saxe).

L'escalade trouve son aboutissement le 29 août dans le discours de Bürckel. Les habitants sont stupéfaits par l'annonce des mesures et dès la soirée du 29 août, la tension est des plus grandes. Nous avons décrit l'enthousiasme de Schrod mais aussi sa déception devant l'attitude des Lorrains qui, dès le lendemain, se rendent en masse à la Préfecture pour se faire inscrire en vue du départ pour la France. Dans l'arrondissement de Metz, ils sont plus de 80 % à agir ainsi. Les jeunes gens redoutent surtout l'application du service militaire d'autant qu'à la suite du débarquement des troupes anglaises et américaines en Afrique du Nord, celui-ci deviendra très strict. Devant ce plébiscite, on conçoit la fureur des autorités allemandes qui réagissent vigoureusement devant cette résistance

opiniâtre des Messins. Bürckel doit sauver la face. Les demandes d'inscription pour le départ en France ne sont plus acceptées. Des affiches apparaissent successivement sur les murs tantôt calmant les esprits, tantôt accentuant le désarroi.

On avait répandu le bruit que les inscrits ne partiraient pas vers la France mais vers la Pologne ou l'Ukraine. Dans l'affolement, un certain nombre retirent leur demande d'inscription et adhèrent à la *D.V.G.* dans l'unique but de pouvoir rester chez eux.

Consternés, les Messins le sont également par l'attitude du gouvernement français que beaucoup qualifient de peu courageuse. Ils protestent contre ce qu'ils considèrent comme un déni de justice, une atteinte directe à la souveraineté de leur pays. Ils ont la conviction que Metz et Strasbourg n'étant plus françaises, Nancy ne sera plus libre, que Lille sera asservie et que Chambéry sera en danger : ce sera le démembrement de la France.

Néanmoins, en dépit de ces épreuves et des doutes qu'ils éprouvent à l'égard du gouvernement de la France, les Messins restent « légalistes » et continuent à faire entière confiance au Maréchal Pétain. Cette fidélité au chef de l'État français, l'admiration de ses directives politiques - tous les témoignages le soulignent - répondent aux tendances profondes de la population messine. Et De Gaulle ? C'était un compatriote. Sa haute silhouette était familière aux Messins qui le connaissaient depuis le temps où, colonel, il commandait le 507<sup>e</sup> Régiment de chars de combat. Son appel devait être entendu et allait fortifier l'espérance des nouveaux annexés solidaires de son mouvement. La croix de Lorraine devenait le symbole de la résistance.

L'angoisse due à l'incertitude de ne pas être compris de la France pèse sur tous les esprits. Cette compréhension est pourtant nécessaire. A cette inquiétude des patriotes messins qui se demandent avec appréhension si en France, le sentiment de la communauté nationale sera assez vif pour leur offrir approbation et soutien, répond l'espoir de la victoire finale des forces de l'esprit. Ils fondent les raisons de cet espoir sur quatre arguments : la grande confiance en l'armée coloniale française, la longue résistance de l'Angleterre, l'aide américaine croissante et l'attitude douteuse de l'U.R.S.S.

\*                      \*

\*

Pendant quatre ans, les autorités d'occupation ont travaillé avec acharnement à gagner la sympathie des Lorrains. Elles n'ont rien ménagé pour cela, maintenant à Metz, en dépit de la guerre, une situation et une activité urbaine quasi normales avec une vie culturelle et des manifestations intenses, assurant, malgré les cartes, un ravitaillement correct, contrairement aux nombreux Messins expulsés ou réfugiés pour lesquels les problèmes de subsistance étaient primordiaux.

D'autre part certains fonctionnaires allemands, en particulier les intellectuels, ont souvent manifesté une réelle tolérance, si bien qu'un journal lorrain a pu écrire après la guerre : « Il convient de faire remarquer que la plupart du temps ces intellectuels allemands faisaient preuve d'une certaine compréhension envers les Lorrains et ont parfois évité le pire »<sup>(16)</sup>. Et si les mesures prises à l'encontre des réfractaires à la *Wehrmacht*, des déserteurs et de leurs parents ont été impitoyables, s'il existait bien un tribunal exceptionnel de la Gestapo, des services de sécurité, des S.S. et un camp d'internement au Fort de Queuleu, la justice ordinaire allemande et en premier lieu son représentant, le procureur général Welsch, essaya de traiter les résistants lorrains avec équité.

En fait les occupants ont manqué essentiellement de tact et de psychologie car, plus la propagande se faisait pressante, plus ils usaient de menaces et de représailles, plus la résistance et le mécontentement grandissaient dans la population. Le temps leur a aussi manqué. La propagande allemande aurait pu avoir quelque succès à la longue et par le biais de l'enseignement car si l'occupation s'était prolongée, les Allemands auraient eu tout loisir d'empoisonner une grande partie de la jeunesse.

Fallait-il demeurer sur place ou gagner la France ? A la Libération naîtront les polémiques, les malentendus et les rancœurs entre ceux qui restèrent et ceux qui quittèrent tout de leur propre volonté ou furent expulsés. Qui pourrait prétendre que les réactions du citoyen de Metz résidant en zone dite annexée pouvaient rester pendant la durée de l'occupation les mêmes que celles du Messin se trouvant au sud de la Loire, en zone dite libre. En fait, les deux termes de l'alternative, partir ou rester, ont suscité des « profiteurs » dans un camp comme dans l'autre.

Il y en eut qui résistèrent à Metz même, comme « l'Espoir Français », groupe de jeunes Lorrains qui organisait l'évasion des prisonniers, distribuait des tracts clandestins, renseignait Londres et la Résistance française sur les mouvements de la *Wehrmacht*, et qui fut décimé par la Gestapo en 1941; comme le groupe « Mario » de Jean Burger, arrêté lui aussi en septembre 1943. Près de 900 membres de ce groupe furent déportés; environ un tiers d'entre eux trouva la mort dans les camps.

Il y en eut, parmi les expulsés, qui s'enrichirent sur le dos de leurs compatriotes d'infortune. Il est vrai que la ville de Metz avec sa population déjà très mêlée, ses étrangers, ses apatrides, mais aussi ses activités urbaines, a mieux résisté au départ que nombre des villages ruraux qui l'entouraient et dont certains furent entièrement vidés de leur population.

16) H. Hiegel, « L'historiographie française et allemande en Lorraine de langue allemande de 1859 à 1958 », *Annales de l'Est*, Nancy, 1958, p. 152.

Nous avons survolé Metz à très haute altitude pour présenter ce panorama de l'occupation nazie. Il est certain que le sujet mérite des développements plus conséquents. La matière ne manque pas et romanciers et historiens ne cessent de fouiller cette douloureuse période à la recherche de la compréhension du tragique engrenage qui a entraîné des millions d'hommes et de femmes à l'holocauste final.

Monique SARY